



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 26 AVRIL 2016**

CONVOCATION

Le 19 avril 2016, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mardi 26 avril 2016 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1 - Approbation du PV de la réunion du 8 mars 2016

Finances

2 - Renégociation auprès de la Caisse d'Epargne de l'emprunt réalisé en 2012 (500.000 €)

3 - Garantie d'emprunt demandée par l'ADAPEI DU VAR

4 - Subventions aux associations et au CCAS pour 2016

5 - Indemnité représentative de logement des Instituteurs (IRL) pour 2015 - Exercice 2016

6 - Recensement des marchés publics passés en 2015

7 - Modifications des tarifs des festivités et animations avec modifications des régies de recettes

8 - Décisions modificatives pour les budgets de la Commune et du Service Public de l'Assainissement

Travaux

9 - Reconduction du marché de travaux de remise en état des chemins communaux - Entreprise SVCR (4^{ème} et dernière année)

Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse

10 - Tarifs du Centre de Loisirs (modification pour fixer un tarif à la journée)

11 - Transports scolaires - Bilan 2015/2016 et tarifs 2016/2017

12 - Cantine scolaire - Tarif pour repas exceptionnels ou hors inscription

Divers

13 - Projet de périmètre d'une communauté d'agglomération (fusion des communautés de communes du Comté de Provence, Ste Baume Mont Aurélien et Val d'Issole)

14 - Commission communale du personnel - Désignation de remplaçants des membres démissionnaires

15 - Dénomination d'un chemin privé « Paul Cézanne » Route de Bras

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

17 - Questions écrites

18 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mardi 26 avril 2016, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - BOSSUGE Brigitte - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - MUNIER Denise - COLLAINÉ Olivier - BOULE AMPHOUX Isabelle - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mme BREBAN Julie (procuration donnée à Gaby LANGE) - MM. GAUTIER Rémi (procuration donnée à CULINATI Jean) - CEMBRANI Romain (procuration donnée à COLLAINÉ Olivier) - FOURNEL Gilles.

soit 23 présents et 4 absents excusés dont 3 ayant donné pouvoir, soit 25 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.

1 - Approbation du PV de la réunion du 8 mars 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 mars 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 mars 2016,
A l'unanimité,

APPROUVE ce document.

Finances

2 - Renégociation auprès de la Caisse d'Epargne de l'emprunt réalisé en 2012 (500.000 €)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Caisse d'Epargne a été sollicitée pour proposer une stratégie de renégociation de l'emprunt contracté par la Commune en 2012, pour un montant de 500.000 € sur 15 ans au taux fixe de 4,34 %.

En l'absence de Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, Monsieur le Maire donne la parole à M. Pierre VERDON, Membre de la Commission des Finances.

M. VERDON indique que la Caisse d'Epargne a proposé un réaménagement de cet emprunt en intégrant l'indemnité de renégociation dans le taux et en portant celui-ci à 3,83 % avec une durée de 20 ans.

Il fait part que le coût du prêt serait majoré, à la fin de sa nouvelle durée, de 64.000 € ce qui n'a pas satisfait la Commission des Finances qui a demandé de recontacter la Caisse d'Epargne pour une nouvelle stratégie. Il est proposé effectivement à la banque d'étudier une solution avec une durée plus courte (10 ans) que celle restant à courir pour l'emprunt d'origine (environ 12 ans) et avec l'indemnité incluse dans le taux, puis incluse dans le capital restant dû (417.316 €).

M. VERDON informe également l'assemblée que d'autres banques seront consultées pour cette renégociation.

Il propose que ce dossier soit renvoyé à la prochaine réunion du Conseil Municipal afin d'avoir tous les éléments pour prendre une décision.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Pierre VERDON, Membre de la Commission des Finances,
A l'unanimité,

ACCEPTE de renvoyer ce dossier à la prochaine réunion du Conseil Municipal afin de permettre à la Commission des Finances d'avoir tous les éléments pour étudier les propositions de réaménagement de ce prêt.

3 - Garantie d'emprunt demandée par l'ADAPEI DU VAR

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'ADAPEI DU VAR sollicite que la Commune se porte garante de l'emprunt contracté par l'association, auprès de la Caisse d'Epargne, pour le rachat des foyers du Mas de Paracol à Toulon Habitat Méditerranée.

En l'absence de Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, Monsieur le Maire donne la parole à M. Pierre VERDON, Membre de la Commission des Finances, qui indique que l'emprunt s'élève à 2.850.891 € sur une durée de 30 ans au taux de 2,36 %. La garantie de la Commune concernerait 30 % de ce montant soit 855.000 €.

M. VERDON rappelle que la Commune avait déjà été sollicitée par Toulon Habitat Méditerranée pour garantir un emprunt pour le même objet, ce qui avait été accepté par délibération du 26 septembre 2007 (50 % de 1.661.488 €). Le 27 juin 2013, le Conseil Municipal a accepté de transférer cette garantie d'emprunt à l'ADAPEI du VAR, à la demande de T.H.M., suite au transfert du bail emphytéotique du Mas de Paracol à cette association.

M. VERDON informe l'assemblée que la Commission des Finances a émis des réserves sur cette garantie d'emprunt, vu l'importance de son montant et les risques encourus par la Commune, sans contrepartie aucune. Il rappelle que l'ADAPEI du VAR précise dans son courrier que la garantie des collectivités lui permet d'économiser l'intervention d'une société de caution qui se chiffre à 38.011 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce dossier.

M. KINET : « Je m'abstiendrai car je ne comprends pas pourquoi on refuse la garantie d'emprunt de la Commune à l'ADAPEI alors qu'on l'avait accordée à l'Office d'HLM. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Pierre VERDON, Membre de la Commission des Finances,
A l'unanimité moins une abstention (KINET Jean-Luc),

REFUSE d'accorder la garantie d'emprunt de la Commune à l'ADAPEI DU VAR pour le prêt contracté auprès de la Caisse d'Epargne pour le rachat des foyers du Mas de Paracol.

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour notifier ce refus à l'association.

4 - Subventions aux associations et au CCAS pour 2016

4-1 - Subventions aux associations :

Monsieur le Maire donne la parole à M. Aymeric PAZ, Membre de la Commission communale chargée de l'attribution des subventions aux associations.

M. PAZ informe l'assemblée que la Commission a travaillé sur l'attribution des subventions à l'ensemble des associations à partir d'un montant de prévisions budgétaires qui s'avère aujourd'hui être erroné. Le total des subventions allouées est supérieur au budget prévisionnel, d'une part vu l'apparition de nouvelles associations, et d'autre part vu la nécessité d'octroyer des montants plus élevés qu'en 2015 à certaines autres, après la prise en compte de leurs projets d'animations 2016 de la Commune. Il indique d'autre part que la majorité des associations ont vu leur subvention diminuée suite aux directives de rigueur budgétaire données par la Commission Communale des Finances.

Mme INGRASSIA : « D'où vient la baisse des subventions par rapport à l'année dernière ? »

M. SAULNIER : « Je pense qu'il a été oublié par la commission qu'une subvention a déjà été allouée à l'association BILBOK pour 15.000 € »

Mme INGRASSIA : « Quand il a été alloué ces 15.000 € à BILBOK, il a bien été précisé que cela ne devait pas l'être dans le cadre de subventions mais comme une dotation liée au contrat Enfance Jeunesse. A aucun moment cela a été présenté comme une subvention exceptionnelle. Il a été convenu alors qu'une ligne budgétaire spécifique soit mentionnée pour attribuer cette dotation. En pré-conseil de vendredi dernier, nous n'étions pas informés de cette baisse de budget « subventions » et donc nous n'en avons pas discuté. »

M. DEBAQUE « L'association BILBOK n'a pas présenté de demande de subvention. »

M. LANGE donne lecture du message envoyé par Mme Julie BREBAN la veille de la présente réunion aux adjoints et à la Commission des Finances : « Au budget il a été voté un montant de 85.000 € pour les subventions, si on déduit les 16.500 € déjà attribués, on obtient les 68.500 € inscrits pour les associations. Le total des propositions de la commission des subventions étant de 71.680 €, on constate un dépassement de 3.180 €

M. KINET : « J'ai rencontré la Responsable de l'association « BILBOK » ce matin et elle m'a informé ne pas avoir demandé de subvention pour 2016. Je rappelle que les 15.000 € dont parle Julie BREBAN ne peuvent pas être déduits puisque c'était le budget de l'année dernière. Je ne vois pas comment on peut en reparler sur le budget de cette année. Il a été voté 85.000 € au budget de 2016 pour les subventions aux associations. Je ne vois pas comment on pourrait ne pas attribuer l'ensemble des subventions sachant que nous aurons un reste qu'on pourra affecter selon les besoins en fin d'année. Si Mme BREBAN confirme que nous avons bien voté 85.000 € au budget 2016, pour quelles raisons ne pourrions-nous pas attribuer les subventions proposées ? »

M. SAULNIER, devant les allégations divergentes des uns et des autres, propose au Conseil Municipal d'autoriser Mme FRIKMAN, DGS, à expliquer précisément la situation.

Mme FRIKMAN confirme que :

1°) par délibération du 26 novembre 2015, le Conseil Municipal a attribué 15.000 € à l'association BILBOK afin de pouvoir signer le Contrat Enfance Jeunesse avec la C.A.F. et ouvrir droit à une participation financière de celle-ci. Les Conseillers avaient tenu alors à ce que ce versement soit considéré comme une dotation et non comme une subvention afin de ne pas soulever de polémique avec les autres associations d'une part, et d'autre part, afin de ne pas grever le budget alloué habituellement à ces subventions associatives. Mais la CAF avait signalé ensuite que la participation communale devait être dénommée « subvention » pour être prise en compte dans le C.E.J.

2°) le budget 2015 affecté aux subventions ne disposant plus de crédits à ce titre, le Conseil Municipal a bien alloué les 15.000 € en précisant qu'ils seraient pris sur le budget 2016.

3°) les dotations ou participations financières et les subventions sont affectées à la même imputation budgétaire soit le 6574, en conséquence peu importe la dénomination, les crédits sont votés à ce compte

4°) le versement des 15.000 € a été effectué en urgence en janvier, donc bien au titre du budget 2016

5°) lors de la réunion de préparation du budget, devant la commission des finances et en présence des Adjoints, Mme BREBAN a bien rappelé que le montant des crédits proposé au vote du Conseil Municipal pour les subventions inclurait les 15.000 € pour BILBOK et les 1.500 € pour « LE VAL OPERA », puisque déjà versés en janvier 2016. Aussi, un montant de 85.000 € a été proposé dont 68.500 € pour les subventions aux associations.

6°) le problème posé aujourd'hui ne vient pas du fait de ces 15.000 €, puisque bien pris en compte au budget, mais de la décision de la commission des finances de n'affecter que 70.000 € pour les subventions aux associations, le montant versé en 2015 étant de 70.780 € (sans compter les subventions exceptionnelles).

M. KINET indique que BILBOK n'écarte pas la possibilité de demander une subvention exceptionnelle en fin d'année vu leurs activités croissantes et leur nombre d'adhérents en augmentation.

Monsieur le Maire propose que le vote du Conseil se porte dans un premier temps sur les subventions proposées à l'identique de celles votées en 2015 et sur celles en diminution. Le cas des associations retenues pour une subvention plus importante qu'en 2015, et celui des nouvelles associations seraient étudiés lors d'une prochaine réunion du Conseil Municipal.

Mme GAQUIERE propose de renvoyer cette question dans son ensemble à une prochaine réunion du Conseil Municipal pour la traiter en une seule fois.

Monsieur le Maire propose donc le renvoi de cette délibération à une séance à programmer vers le 15 mai 2016, pour ne pas pénaliser les associations qui attendent le versement de leur subvention pour commencer leurs activités. Il propose également que la Commission des Finances étudie, en collaboration avec celle des Subventions, la possibilité d'allouer à ce chapitre de dépenses du budget communal, un montant complémentaire.

M. KINET : « On reporte la délibération à condition qu'une rallonge budgétaire soit prévue au vote pour faire face aux propositions de la commission des subventions ? »

M. SAULNIER : « Non, il s'agira de revoir les propositions à la baisse pour rester dans l'enveloppe budgétaire. »

Mme INGRASSIA : « Si nous avons eu cet élément là au moment du vote, je n'aurais pas voté pour la subvention à BILBOK, je tiens à le dire, et pourtant Dieu sait combien je les soutiens et suis fière du travail qu'ils font. Nous n'avons pas eu au départ les bons éléments pour voter de façon cohérente et dans une équité par rapport aux autres associations. »

M. DEBAQUE demande si la commission des subventions doit bien tabler sur un crédit de 70.000 € à répartir, soit 85.000 € moins les 15.000 € de BILBOK.

M. LANGE relit le message de Mme BREBAN disant qu'il faut déduire 16.500 € aux 85.000 €, soit un solde de 68.500 €.

M. PAZ insiste sur le fait que ce montant ne pourra pas être respecté car les montants ont été déjà vus à la baisse, voir supprimés.

M. LANGE demande à qui ont été attribués les 1.500 €.

Mme FRIKMAN indique que c'est la subvention à l'association « Place à l'Opéra » pour le spectacle de l'été.

M. PAZ demande pour quelles raisons la prestation de services de « Place à l'Opéra » est imputée sur les subventions.

Mme FRIKMAN répond que la convention prévoit une subvention de fonctionnement de 1.500 € et une participation aux frais de spectacles de 3.500 € (pris hors subvention).

M. PAZ demande qu'une décision modificative soit votée lors de la prochaine réunion pour obtenir une rallonge de 2.000 €.

M. SAULNIER demande qu'en premier lieu la commission des subventions revoie ses chiffres puis les propose à la commission des finances afin que celle-ci étudie la demande de décision modificative votant un supplément pour les subventions.

M. KINET : « Pour répondre à Patricia, je n'admets pas qu'on assimile le C.E.J. et BILBOK aux autres associations car BILBOK travaille sur quelque chose liée à un autre objectif que la vie associative, ce qui soulage le budget communal, car si on devait mettre en place les mêmes actions, cela coûterait plus cher. Je ne comprends pas pourquoi la commission des finances n'a pas majoré les crédits alloués aux subventions de 15.000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Aymeric PAZ, Membre de la Commission chargée des subventions aux associations,
Après avoir pris en compte la proposition de Mme Ingrid GAQUIERE relative au renvoi de l'ensemble du dossier à la prochaine réunion du Conseil Municipal,
Après avoir entendu les propositions de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de renvoyer le vote des attributions de subventions aux associations pour 2016 à la prochaine réunion du Conseil Municipal qui sera fixée vers le 15 mai 2016.

4-2 - Subvention de fonctionnement au C.C.A.S. :

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après délibération,

A la majorité (5 abstentions : MM. SAULNIER-TURINELLI-INGRASSIA-BOSSUGE-DONADEY, membres du CCAS),

Considérant les crédits votés au chapitre 65 du Budget Primitif de 2016 de la Commune, et notamment celui voté à l'article 657362 visant à subventionner le C.C.A.S.,

Considérant que le budget du C.C.A.S. n'est pas doté de ressources suffisantes pour faire face aux charges qui lui incombent,

ATTRIBUE une subvention de 8.000 € au C.C.A.S, afin d'équilibrer son budget 2016

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au mandatement de cette subvention

5 - Indemnité représentative de logement des Instituteurs (IRL) pour 2015 - Exercice 2016

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Mme PASQUET fait part à l'assemblée d'un courrier reçu le 23 mars 2016 de la Préfecture du Var et relatif à l'indemnité représentative de logement pour 2015.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de l'Education,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la circulaire ministérielle du 11 novembre 2007,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Education Nationale acceptant que le montant de l'indemnité représentative de logement des instituteurs soit fixé à 3.446,85 € pour l'année 2015,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE que l'indemnité de logement 2015, à verser aux Instituteurs non logés par la Commune, soit fixée à 3.446,85 €.

ACCEPTE que la différence entre la dotation de l'Etat et le montant de l'indemnité soit supportée par le Budget Communal

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 65).

6 - Recensement des marchés publics passés en 2015

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006, pris en application de l'article 133 du Code des Marchés Publics.

Cet arrêté dispose qu'au cours du premier trimestre de chaque année, l'entité adjudicatrice doit publier, sur le support de son choix, une liste des marchés conclus l'année précédente. Cette liste doit indiquer, de manière séparée, les marchés relatifs aux travaux, aux fournitures et aux services.

Monsieur le Maire donne lecture de la liste dressée pour l'année 2015 (jointe à la présente) et publiée. Il demande au Conseil Municipal de lui en donner acte.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance de la liste des marchés passés en 2015 dressée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DONNE ACTE à Monsieur le Maire de cette présentation.

7 - Modifications des tarifs des festivités et animations avec modifications des régies de recettes

7-1 - Régie « Activités culturelles »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 21 octobre 2015 la régie de recettes « activités culturelles et touristiques » est dénommée « activités culturelles ».

Il donne la parole à Mme INGRASSIA Patricia, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA indique que de nouvelles manifestations vont être organisées par la Commune et ne sont donc pas prévues dans les produits que la régie peut encaisser. Il est donc nécessaire de modifier cette régie de recettes.

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 12 avril 2016 ;

Article 1^{er} : la régie de recettes « activités culturelles » est maintenue.

Article 2 : cette régie est installée dans les locaux du Point Accueil - Place du 4 septembre - 83143 Le Val.

Article 3 : la régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Entrées dans les musées et Visites du village
- Repas festifs
- Droits d'entrée des spectacles

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèques

Les recettes sont perçues à l'aide d'une quittance de carnet P1RZ dont un exemplaire sera remis lors du règlement.

Article 6 : l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 220 € (mille deux cent vingt euros).

Article 8 : le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement.

Article 10 : le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : le Maire de la Commune du Val et le Comptable public assignataire de la Trésorerie de Brignoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

ACCEPTE les modifications de cette régie de recettes proposées par Mme Patricia INGRASSIA,

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 21 octobre 2015 la régie de recettes « activités culturelles et touristiques » est dénommée « activités culturelles ».

Il donne la parole à Mme INGRASSIA Patricia, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA propose au Conseil Municipal de fixer la tarification des billets d'entrée aux spectacles prévus durant l'été 2016 comme suit :

Spectacle de M. Dany Mauro programmé en août 2016 :

- Entrée adulte : 15 €
- Entrée enfant de moins de 10 ans : 10 €

Spectacle Opéra - « La Belle Hélène » programmé en juillet 2016 :

- entrée à 15 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme INGRASSIA Patricia, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

CONSIDERANT l'avis conforme du comptable assignataire du 12 avril 2016 autorisant l'encaissement des droits d'entrée des spectacles par la régie de recettes « activités culturelles » ;

APPROUVE les tarifs proposés pour les droits d'entrée des spectacles de M. Dany Mauro et Opéra « La Belle Hélène » ;

PRECISE que l'encaissement des entrées sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « activités culturelles » modifiée à cet effet

7-2 - Tarif des spectacles « Eté 2016 » :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 21 octobre 2015 la régie de recettes « activités culturelles et touristiques » est dénommée « activités culturelles ».

Il donne la parole à Mme INGRASSIA Patricia, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA propose au Conseil Municipal de fixer la tarification des billets d'entrée aux spectacles prévus durant l'été 2016 comme suit :

Spectacle de M. Dany Mauro programmé en août 2016 :

- Entrée adulte : 15 €
- Entrée enfant de moins de 10 ans : 10 €

Spectacle Opéra - « La Belle Hélène » programmé en juillet 2016 :

- entrée à 15 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme INGRASSIA Patricia, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

CONSIDERANT l'avis conforme du comptable assignataire du 12 avril 2016 autorisant l'encaissement des droits d'entrée des spectacles par la régie de recettes « activités culturelles » ;

APPROUVE les tarifs proposés pour les droits d'entrée des spectacles de M. Dany Mauro et Opéra « La Belle Hélène » ;

PRÉCISE que l'encaissement des entrées sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « activités culturelles » modifiée à cet effet

7-3 - Régie « Produits divers »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en 1988 une régie de recettes a été instituée pour l'encaissement de produits divers.

Il indique à l'assemblée qu'il est nécessaire d'apporter des modifications à la régie actuelle et notamment en ce qui concerne les produits encaissés lors de l'organisation de loteries.

Il donne la parole à Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'Enfance,

Madame Annette PASQUET, indique à l'assemblée que afin d'organiser des loteries il s'avère nécessaire d'apporter des modifications à la régie de recettes actuelle.

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 12 avril 2016 ;

Article 1^{er}: il est institué une régie de recettes « produits divers » .

Article 2 : cette régie est installée dans les locaux de l'Hôtel de Ville - 5, Place de la Libération - 83143 Le Val.

Article 3 : la régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Photocopies
- Extraits cadastraux
- Dons
- Loteries

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèques

Les recettes sont perçues à l'aide d'une quittance de carnet P1RZ dont un exemplaire sera remis lors du règlement.

Article 6 : l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1200 €.

Article 8 : le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

Article 10 : le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : le Maire de la Commune du Val et le Comptable public assignataire de la Trésorerie de Brignoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance, Jeunesse »

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les modifications de cette régie de recettes comme proposé par Mme PASQUET,

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires.

7-4 - Tarif des cartons de loteries :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par délibération du 6 décembre 1988 la régie de recettes « produits divers » permet l'encaissement des photocopies, extraits cadastraux et dons.

Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'Enfance, propose au Conseil Municipal de fixer la tarification des cartons pour l'organisation des loteries, comme suit :

- 1 carton : 2 €
- 3 cartons : 5 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'Enfance,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

CONSIDERANT l'avis conforme du comptable assignataire du 12 avril 2016 autorisant l'encaissement des cartons vendus pour les loteries par la régie de recettes « produits divers » ;

APPROUVE les tarifs proposés pour la vente des cartons de loteries ;

PRECISE que l'encaissement sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « produits divers » modifiée à cet effet.

8 - Décisions modificatives pour les budgets de la Commune et du Service Public de l'Assainissement
--

8-1 - Budget communal :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour abonder des imputations comptables insuffisamment créditées lors du budget primitif communal de 2016.

En l'absence de Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, Monsieur le Maire donne la parole à Madame Jacqueline TURINELLI, Première Adjointe, puis à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, pour ce qui concerne la Médiathèque. Chacune détaille la décision modificative n° 1 proposée :

- Recette d'investissement

- Excédent de clôture-001	- 47.000 €
- Virement de la section de fonctionnement-021	+ 47.000 €

- Dépenses de fonctionnement

- Virement à la section d'investissement-023	+ 47.000 €
- Charges de personnel-012	- 27.000 €
- Charges exceptionnelles-67	- 10.000 €

- Recettes de fonctionnement

- Atténuations de charges de personnel-013	+ 10.000 €
--	------------

- Dépenses d'investissement

- Immobilisations - Op 317 - 2151	+ 1.224 €
-----------------------------------	-----------

- Recette d'investissement

- Amortissements immobilisations - 28051	+ 1.224 €
--	-----------

Dépenses de fonctionnement

Médiathèque

6236 - Catalogues-imprimés	-1.500 €
6232 - Fêtes	-2.000 €
6065 - Livres	+1.500 €
6068 - Autres fournitures	+1.000 €
6182 - Documentation générale	+1.000 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mesdames TURINELLI et INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

APPROUVE la décision modificative n° 1 proposée pour le Budget Communal 2016

8-2 – Budget service public assainissement :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour abonder des imputations comptables insuffisamment créditées lors du budget primitif du Service Public de l'Assainissement Collectif de 2016.

Il détaille la décision modificative n° 1 proposée :

- Dépenses de fonctionnement

- | | |
|--|------------|
| - Autres charges de gestion courante- 65 | - 20.000 € |
| - Charges à caractère général - 011 | + 20.000 € |

- Dépenses d'investissement

- | | |
|--------------------------------|------------|
| - Frais d'études-2031 (schéma) | +120.000 € |
| - Travaux-2315 | -120.000 € |

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

APPROUVE la décision modificative n° 1 proposée pour le Budget du Service Public de l'Assainissement Collectif 2016.

<u>Travaux</u>

9 - Reconduction du marché de travaux de remise en état des chemins communaux - Entreprise SVCR (4^{ème} et dernière année)
--

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 7 mai 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature du marché de travaux à bons de commande avec l'Entreprise « S.V.C.R. » pour la réalisation des travaux de réfection des voies communales pour un an renouvelable trois fois.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux, qui informe le Conseil Municipal qu'il doit maintenant se prononcer sur les modalités de reconduction du marché à bons de commande pour 2016, dernière année de renouvellement, conformément aux dispositions du contrat passé avec l'Entreprise « S.V.C.R. ».

M. DEBAQUE indique que la Commune ayant acquis le chemin menant de la route de Vins au chemin des Garrigues (chemin « François de Belsunce »), il semble logique d'entreprendre la réfection de cette portion de voie très détériorée, pour terminer ce secteur.

Il rappelle qu'il a été voté au budget communal 2016, en fonctionnement (puisqu'il s'agit de travaux d'entretien) un montant de 100.000 €.

La SPL « ID 83 » sera chargée de l'estimation des travaux à entreprendre.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. LANGE demande si on peut prévoir de dégager de cette enveloppe de 100.000 € TTC quelques milliers d'euros pour essayer de finir le chemin du Cimetière.

M. DEBAQUE répond qu'on attend le devis du chemin de Belsunce pour le passer à la commission des travaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint aux Travaux,
Considérant les termes du marché à bons de commande passé avec l'Entreprise « S.V.C.R. » en 2013,

Considérant les conditions énoncées dans ce contrat (notamment les seuils de 100.000 € TTC minimum et 800.000 € TTC maximum de travaux dans l'année civile)

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE de reconduire en 2016 le marché à bons de commande passé en 2013 avec l'Entreprise « S.V.C.R. »

ARRETE la programmation 2016 des travaux de réfection des voies communales par l'entreprise « S.V.C.R. »

DECIDE la réfection du chemin François de Belsunce,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à cette commande de travaux et à signer tout document en découlant

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 011).

Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse

10 - Tarifs du Centre de Loisirs (modification pour fixer un tarif à la journée)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse » à propos de la modification à apporter aux tarifs du Centre de Loisirs.

Mme PASQUET informe le Conseil Municipal que la Commission « Enfance-Jeunesse » propose de compléter les tarifs du Centre de Loisirs en précisant le prix d'une journée afin que lorsque certaines semaines sont incomplètes, la régie de recettes puisse appliquer un tarif journalier.

Les tarifs pour une semaine étant les suivants :

Tarif 1 : $(8 + 2,50) \times 5 = 52,50 \text{ €}$

Tarif 2 : $(9 + 2,70) \times 5 = 58,50 \text{ €}$

Tarif 3 : $(10 + 2,90) \times 5 = 64,50 \text{ €}$

Hors commune : $(10,80 + 3,20) \times 5 = 70 \text{ €}$

les tarifs journaliers seront de :

Tarif 1 : $(8 + 2,50) = 10,50 \text{ €}$

Tarif 2 : $(9 + 2,70) = 11,70 \text{ €}$

Tarif 3 : $(10 + 2,90) = 12,90 \text{ €}$

Hors commune : $(10,80 + 3,20) = 14 \text{ €}$

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse »,

A l'unanimité,

APPROUVE les tarifs journaliers proposés.

AUTORISE Monsieur le Maire à les appliquer.

11 - Transports scolaires - Bilan 2015/2016 et tarifs 2016/2017

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Affaires Scolaires » à propos des tarifs des transports scolaires pour l'année 2016/2017.

Mme PASQUET informe le Conseil Municipal qu'en 2015, le coût des transports scolaires acquitté par la Commune auprès du Département s'est élevé à 48.769 € et la participation des parents s'est élevée à un total de 20.530 €. Ce service reste donc largement déficitaire.

La Commission « Affaires Scolaires » vous propose de maintenir les tarifs instaurés par délibération du 13 mai 2015 soit :

-pour les élèves des lycées et collèges :

-Quotient familial inférieur à 300 €.....Tarif 1 soit 55 €

-Quotient familial compris entre 300 et 600 €.....Tarif 2 soit 60 €

-Quotient familial supérieur à 600 €.....Tarif 3 soit 65 €

-pour les élèves de l'élémentaire :

-Quotient familial inférieur à 300 €.....Tarif 1 soit 55 €

-Quotient familial compris entre 300 et 600 €.....Tarif 2 soit 60 €

-Quotient familial supérieur à 600 €.....Tarif 3 soit 65 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse »,

A l'unanimité,

DECIDE de maintenir les tarifs instaurés en 2015 pour les transports scolaires,

AUTORISE Monsieur le Maire à les appliquer.

12 - Cantine scolaire - Tarif pour repas exceptionnels ou hors inscription

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe délégué aux Affaires Scolaires, à propos des tarifs de la cantine scolaire municipale pour les repas pris exceptionnellement ou hors inscription.

Madame PASQUET rappelle à l'assemblée que, par délibération du 8 mars 2016, les tarifs de la cantine scolaire municipale ont été revus pour l'année scolaire 2016/2017. Elle indique qu'aucune mesure n'a été prise pour les repas pris exceptionnellement ou hors inscription.

Elle précise que, pour l'année scolaire 2015/2016, ces tarifs s'élevaient à :

- repas occasionnels :3 €

- repas pris hors inscription : ...5 €

(délibération n° 2015/186 du 21/10/2015)

Mme PASQUET propose de maintenir ces tarifs pour l'année 2016/2017.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée « Affaires Scolaires »,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCÉPTE de maintenir, pour l'année scolaire 2016/2017, les prix des repas exceptionnels ou pris hors inscription à la cantine scolaire municipale comme suit :

- repas occasionnels :3 €

- repas pris hors inscription :5 €

Divers

13 - Projet de périmètre d'une communauté d'agglomération (fusion des communautés de communes du Comté de Provence, Ste Baume Mont Aurélien et Val d'Issole)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés par arrêté préfectoral du 31 mars 2014,

Vu le projet de schéma départemental de coopération intercommunale, présenté par Monsieur le Préfet du Var, qui a reçu un avis favorable de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale réunie le 15 octobre 2015,

Vu la délibération n° 2015-140 du Conseil de Communauté du 14 décembre 2015 portant adoption du projet de schéma de coopération intercommunale du 15 octobre 2015,

Vu l'arrêté préfectoral n° 12/2006-BCL du 29 mars 2016 portant Schéma de Coopération Intercommunale du Var,

Vu l'arrêté préfectoral n° 13/2016-BCL du 31 mars 2016 portant projet de périmètre d'une Communauté d'Agglomération issue de la fusion des Communautés de Communes de Sainte-Baume Mont Aurélien, du Val d'Issole et du Comté de Provence,

Considérant que cet arrêté est conforme au Schéma de Coopération Intercommunale du Var,
Considérant qu'il revient aux conseils municipaux et aux organes délibérants des EPCI concernés d'émettre un avis dans un délai de 75 jours à compter de la notification de l'arrêté susvisé, à défaut de délibération dans ce délai l'avis sera réputé favorable,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'émettre un avis sur l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016.

M. SAULNIER précise que les Maires de la Communauté de Communes du Comté de Provence ont demandé que le futur Président soit issu de celle-ci, considérant notamment que son territoire détient le plus grand nombre d'habitants et que Nicopolis attire beaucoup d'entreprises importantes (SODEXO, INOVA, etc...). Des décisions doivent être prises avant la fin 2016. Il précise que 15 sièges seront attribués au titre de vice-présidents, dont 6 pour la CCCP. L'ensemble des Maires siégeront au sein d'une commission spécifique.

M. VERDON demande si l'objectif de cette nouvelle structure est d'apporter des économies.

M. SAULNIER répond que certes une économie devra être réalisée mais que la communauté d'agglomération a surtout l'objectif de se voir allouer des dotations beaucoup plus importantes que les communautés de communes, avec une répartition sur les communes membres.

M. VERDON demande si une accélération du nombre des services à mutualiser va être possible pour tous les services des Communes.

M. SAULNIER répond que la mutualisation est déjà en cours. Beaucoup de compétences existent à la CCCP contrairement aux autres communautés de communes.

M. KINET demande à Monsieur le Maire s'il connaît déjà le détail des transferts de compétences obligatoires auprès de la communauté d'agglomération.

M. SAULNIER répond que c'est beaucoup trop tôt pour cela.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

EMET un avis favorable sur l'arrêté N° 13/2016-BCL de Monsieur le Préfet du Var du 31 mars 2016 portant projet de périmètre d'une Communauté d'Agglomération issue de la fusion des Communautés de Communes.

14 - Commission communale du personnel - Désignation de remplaçants des membres démissionnaires

Monsieur le Maire indique que, suite à la démission de Mesdames Julie BREBAN et Annette PASQUET et de Monsieur Xavier GIRAUD de la commission du personnel communal, à compter du 24 mars 2016, il propose de nommer à leur place :

Vice-Président : M. Christian DEBAQUE

Membres : Mme Jacqueline TURINELLI
M. Jean CULINATI

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ces propositions.

M. VERDON intervient pour rappeler que le Maire n'est pas le Chef du Personnel comme indiqué dans la note de synthèse mais que c'est la D.G.S. qui remplit cette fonction.

M. KINET rejoint M. VERDON sur ce point.

M. SAULNIER répond que le Maire est bien le Chef du Personnel et la DGS est le Chef des Services.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

2 CONTRE : Mme BREBAN - M. VERDON

9 ABSTENTIONS : MM. COEURDEUIL-BOULE AMPHOUX-PAZ-RIHAL-PASQUET-GIRAUD-LANGE-REES-GAQUIERE

Mme BOSSUGE prend la parole pour souligner que MM DEBAQUE et CULINATI ont déjà beaucoup de travail avec leurs délégations et autres.

M. SAULNIER précise qu'il reprend la délégation et que MM DEBAQUE et CULINATI seront simplement membres de la commission. Il indique qu'il compte bien s'investir dans cette fonction et avoir déjà commencé à y travailler. Il précise avoir déjà assumé les fonctions d'employeur pendant des années et pense donc pouvoir les reprendre.

PREND en compte les modifications présentées par Monsieur le Maire,

ACCEPTE de modifier la composition de la commission du personnel communal comme suit :

Vice-Président : M. Christian DEBAQUE

Membres : Mme Jacqueline TURINELLI

M. Jean CULINATI

M. Renaud GAULET

Mme Sylviane DONADEY

M. Jean-Luc KINET

M. KINET prend la parole : « J'ai l'impression d'avoir loupé une étape. J'aimerais bien quand même que ceux qui ont voté CONTRE s'en expliquent. Il y a 8 jours on nous a dit que M. DEBAQUE n'était pas en charge de la délégation concernant le personnel communal. Pourquoi aujourd'hui est-il nommé en qualité de Vice Président de la commission du Personnel ? Pourquoi a-t-il une surcharge complémentaire de travail ?

M. SAULNIER répond avoir reçu des courriers de démissions, en avoir pris acte et les avoir acceptées. Il confirme prendre en charge la gestion du personnel communal et s'y être déjà attelé. Il indique que des changements seront opérés. Il rappelle qu'une Directrice des Services Techniques va être embauchée au 1^{er} juin pour prendre en charge l'ensemble des ST. « Elle vient de l'extérieur ce qui lui facilitera les choses pour suivre la feuille de route que je vais lui remettre. Je serai très souvent, avec cette personne, auprès du personnel. » M. SAULNIER rappelle que toute personne a le droit de se retirer d'une commission et qu'il n'y a pas d'ambiguïté là-dessus.

M. GAULET demande quel sera le rôle de la commission du personnel communal.

M. SAULNIER répond qu'il sera identique à celui tenu jusqu'à ce jour. « Des réunions vont avoir lieu. Une première réunion du C.H.S.C.T. est programmée dans deux jours. Un compte-rendu sera fait auprès de la commission du personnel. Celle-ci sera consultée et se réunira donc pour traiter des demandes d'embauche, d'avancement, des modifications d'affectation des employés selon leurs compétences, etc.... »

15 - Dénomination d'un chemin privé « Paul Cézanne » Route de Bras

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 28 juin 1996, des propositions de dénominations ont été faites pour les chemins privés non ouverts à la circulation publique situés sur le territoire communal.

Monsieur le Maire rappelle que les Communes se doivent de dénommer tous les chemins communaux, ruraux et privés pour notification à LA POSTE, aux Services de Secours et au Centre des Impôts Fonciers (décret n° 94-1112).

Il demande au Conseil Municipal d'entériner l'intégration de cette voie privée au répertoire des voies de la Commune sous le numéro 579 chemin Paul Cézanne.

M. KINET : « Ce chemin 579 est-il numéroté en métrique parce que sur le plan joint à la note de synthèse, on est au moins à 2544 en métrique. Pourquoi ne l'appelons-nous pas 2544 au lieu de 579 puisqu'il est situé à 2544 m de l'agglomération sur la route de Bras. Je trouve que c'est ambigu car si on cherche le 579, on va se trouver vers Les Vergers et on ne va jamais le situer. »

M. LANGE : « De mémoire ce numéro correspond à l'enregistrement sur la nomenclature des chemins, c'est un numéro d'ordre. Il n'a rien à voir avec la distance. C'est un numéro d'ordre. »

M. PAZ : « Effectivement sur la nomenclature des chemins du VAL le chemin Paul Cézanne sera enregistré sous le n° d'ordre 579. »

Mme PASQUET : « Qui a choisi le nom ? »

M. SAULNIER : « Il a été proposé et approuvé par les riverains. »

Mme PASQUET : « J'aurais aimé trouver mieux pour Paul Cézanne, comme une avenue par exemple. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE l'intégration du chemin privé n° 579 sous sa dénomination définitive soit chemin Paul Cézanne (390 ml), au répertoire des voies de la Commune

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder à toutes les notifications nécessaires pour l'enregistrement de cette dénomination.

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 8 mars 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

<u>N° 3-2016 du 5 avril 2016</u>	TTC
Nettoyage des locaux de l'Ecole Maternelle - Sté « VAR NETT » Brignoles	4.833,60 €
<u>N° 4-2016 du 18 avril 2016</u>	
Octroi d'une concession trentenaire dans le 3 ^{ème} cimetière FABRE/SERAZIO	
<u>N° 5-2016 du 25 avril 2016</u>	
-l'achat du mobilier d'aménagement intérieur pour la garderie et le périscolaire à la Sté « COMAT & VALCO » sise à Montagnac (Hérault),	1.155,60 €
-l'achat de poteaux de volley-ball pour l'école élémentaire à la Sté « DECATHLON » sise à Villeneuve-d'Ascq (Nord)	409,00 €
-l'achat d'un siège pour le point accueil à la Sté « Bruneau » sise à Villebon-sur-Yvette (Essonne),	138,00 €
-l'achat d'un camion version Pack Daily pour les services Techniques,	35.876,16 €
-l'obtention de la carte grise du camion	653,62 €
-l'achat d'un bureau pour le service informatique à la Sté « UGAP » sise à Marne-la-Vallée (Seine et Marne)	415,20 €
-l'acquisition du module Dématérialisation maquette budgétaire à la société GFI sise à Saint Ouen (Seine-Saint-Denis),	1.128,00 €
-l'acceptation de la réalisation d'une roseraie à Monsieur Thierry RIHAL demeurant à Le Val (Var)	550,00 €
<u>N° 6-2016 du 25 avril 2016</u>	
Attribution de la procédure d'autorisation et de déclaration d'utilité publique (DUP) du forage de Notre Dame destiné à la consommation humaine - Société EURYECE - St Paul les Trois Châteaux (26)	3.960 €
<u>N° 7-2016 du 25 avril 2016</u>	
Attribution de la mission AMO pour la sortie de contrat de délégation de service d'eau potable et d'assainissement et l'accompagnement pour une nouvelle procédure de DSP, option : accompagnement au choix du mode de gestion à la Société « Hydreaux Consult » (St-Zacharie)	11.187,88 €

Monsieur le Maire indique d'autre part que 11 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 8 mars 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

M. KINET : « Il me semble que jamais vous ne nous avez donné d'informations sur le nombre de permis de construire autorisés. Pourrions-nous, en plus du nombre de DIA traitées, avoir ce complément d'informations que les autorisations d'urbanisme délivrées, et ceci une fois par semestre par exemple, pas à chaque réunion bien sûr ? »

M. SAULNIER : « La commission d'urbanisme va être invitée à se réunir régulièrement. Je voulais le faire mais le Responsable du Service est en congés et je suis donc obligé d'attendre son retour car je tiens à ce qu'il soit là afin qu'il nous donne les explications nécessaires pour chaque dossier. A ce jour, les permis de construire concernent essentiellement des clôtures, des agrandissements et quelques villas, très peu d'ailleurs. Pour l'instant nous n'avons pas de projets importants et de nature à en parler en commission. »

M. KINET : « Il y a celui du lotissement de la Route de Vins pour 24 lots. Il va donc y avoir 24 permis de construire. »

M. SAULNIER : « Pour l'instant je n'ai connaissance que d'une seule demande. Je voudrais donc revenir sur le travail à accomplir en commission d'urbanisme car je ne voudrais pas me retrouver devant les mêmes difficultés que celles rencontrées au niveau du lotissement du chemin de « La Roguère » pour lequel une autorisation d'urbanisme a été donnée par l'équipe municipale précédente. En effet, aujourd'hui on voudrait élargir la voie et on constate qu'une clôture a été autorisée sur le haut d'un talus. Donc si on veut élargir, on doit réduire le talus, monter un mur de soutènement et tout ceci à la charge de la Commune. Il nous faut donc réfléchir à une autre solution n'engageant pas de frais. Donc il faut que la commission d'urbanisme travaille sur toutes les demandes notamment pour celles concernant des terrains en limite de chemins non conformes aux normes. On constate que bon nombre de permis ont été délivrés dans le passé avec une voirie inférieure à 3 mètres. Aujourd'hui, une circulaire préfectorale rappelle l'obligation, pour raison de sécurité notamment, d'exiger des voies de desserte de 4 mètres de large. La masse de travail en urbanisme est énorme car il faut rechercher constamment l'antériorité des dossiers. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 8 mars 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

17 - Questions écrites

M. Pierre VERDON a demandé à ce que deux questions écrites soient inscrites à l'ordre du jour :

Première question : A maintes reprises, j'ai formulé la demande de pouvoir prendre connaissance d'un tableau de bord concernant l'ensemble des travaux ou chantiers pluriannuels mettant en exergue l'objet, les priorités, les coûts, la durée, les jalons, les éventuelles subventions, les dates de début et fin de chaque étape... à ma connaissance cette demande n'a jamais eu de suite, pourquoi ?

M. SAULNIER passe la parole immédiatement à M. DEBAQUE, en sa qualité de vice-président de la commission des travaux.

M. DEBAQUE : « La liste sera présentée demain soir lors de la réunion de la commission. Elle sera utile pour donner les instructions à la future D.S.T. qui va commencer en juin, pour avoir une ligne de conduite pour les années futures. »

M. VERDON : « Donc c'est une femme qui va être à la tête des services techniques. »

M. SAULNIER : « Oui mais je pensais que vous le saviez vu que ce n'est un secret pour personne. »

M. VERDON : « Il y a un double intérêt car une meilleure lisibilité et la transparence des actions seront aussi utiles pour le travail de la commission des finances. »

M. DEBAQUE : « La liste étant assez importante, il est évident qu'un travail en commun avec la commission des finances sera nécessaire. »

M. SAULNIER : « Il y aura une réflexion commune ; une présentation du travail des commissions sera faite à tout le Conseil. La population sera également tenue informée des orientations choisies. »

M. DEBAQUE : « Il faudra aussi prendre en compte les urgences. »

M. LANGE : « Je viens d'apprendre officiellement que vous embauchez une DST. Cette embauche se fait-elle sur un poste vacant ou bien le Conseil devra-t-il prendre une délibération pour créer un nouveau poste ? »

M. SAULNIER : « Nous avons un agent qui va partir à la retraite bientôt et nous avons estimé nécessaire que la personne qui va arriver et prendre sa place vienne avant son départ afin d'être mise au courant de son travail. C'est pour cette raison que l'embauche intervient 6 mois avant. »

M. LANGE : « Si je comprends bien, pendant 6 mois nous devons rémunérer 2 agents de catégorie B, en espérant que l'agent devant partir à la retraite parte vraiment à la date prévue. »

M. SAULNIER : « L'agent devant partir à la retraite n'est pas celui qui va être remplacé car actuellement il est chargé des marchés publics. C'est l'agent qui a pris sa fonction lors de son changement d'affectation. »

M. LANGE : « L'agent qui va être remplacé a un emploi de catégorie C. »

M. SAULNIER : « Donc il n'est pas de catégorie B ! La personne embauchée va prendre en mains l'ensemble des agents des ST. Elle s'appuiera sur les informations données par l'agent devant partir à la retraite. Ce n'est pas possible qu'elle n'arrive qu'à la date du départ de son prédécesseur. »

M. LANGE : « La DST sera chargée des services techniques et des marchés publics ? »

M. SAULNIER : « Effectivement, elle aura une double fonction. »

M. LANGE : « Nous ne sommes pas certains que l'agent qui envisage de prendre sa retraite parte effectivement à la date prévue. Bien souvent, après réflexion et connaissance du montant de leur pension, les agents demandent à rester à leur poste plus longtemps. »

M. SAULNIER : « Apparemment, l'agent est décidé à prendre sa retraite début 2017. »

M. LANGE : « Mais s'il change d'avis, nous ne pourrions pas financièrement rémunérer deux agents de catégorie B. »

M. SAULNIER : « L'agent concerné est au courant de cette embauche. Il ne s'y est pas opposé. L'embauche a été faite conjointement avec M. Xavier GIRAUD et la commission du personnel, avec la commission des travaux. On est conscient de la nécessité de prendre quelqu'un pour assurer son remplacement, et on a choisi quelqu'un dont le CV correspond tout à fait à nos besoins. »

Mme RIHAL : « Quel est le délai à partir duquel un agent doit donner sa lettre de demande de départ à la retraite ? 3 mois ? »

M. SAULNIER : « Le délai est de 6 mois. »

Seconde question : En ma qualité d'élu, de membre de la commission des finances, de membre de la commission des appels d'offres, et au nom de chaque représentant de ces commissions, nous souhaitons avoir connaissance systématiquement des bordereaux des prix de l'ensemble des marchés, de la déclinaison des tranches fermes et conditionnelles des marchés, ce droit à l'information pour tous permet d'une part, d'éviter l'incompréhension, et d'autre part, de suivre les objectifs contractualisés au travers du marché et d'alerter dans le cas où le titulaire ne respecte pas ces engagements, et enfin, de pouvoir arbitrer des éventuels avenants si ceux-ci sont justifiés.

Monsieur le Maire, dans le cadre de la transparence, êtes-vous d'accord pour valider ces souhaits ?, dans le cas contraire pourquoi ?

M. SAULNIER : « Déjà les avenants passent systématiquement devant les commissions. Vous faites partie, M. VERDON, des deux commissions soit « Travaux » et « Appel d'Offres » ^{**1}, et vous êtes donc parfaitement au courant de la procédure et de tout ce qu'il se passe. Ensuite, dès que la commission d'appel d'offres a statué, les dossiers sont consultables en Mairie. Je pense que ceux qui peuvent avoir la lecture et qui comprennent la lecture des documents, peuvent évidemment venir les consulter. Par contre, je voudrais qu'on fasse un peu attention si on n'est pas du métier. Les dossiers sont consultables sur place. »

^{**1} Après la réunion, M. VERDON a signalé qu'il ne faisait pas partie de la commission des travaux.

M. VERDON : « Vous savez, Monsieur le Maire, que la CADA, Commission d'Accès aux Documents Administratifs, qui est nationale, autorise tout individu et a fortiori tout citoyen à accéder aux documents des marchés publics. »

M. SAULNIER : 'Mais j'ai déjà dit et écrit que je ne m'opposais pas à cette communication. »

M. COEURDEUIL : « Il n'y a pas très très longtemps, je me suis rendu auprès du Responsable du service des Marchés Publics pour lui demander d'avoir accès aux dossiers. Il m'a répondu ne pas vouloir commettre une faute professionnelle car il n'avait pas l'accord de M le Maire. J'ai donc recherché les textes de lois, soit la loi du 17 juillet 1978, qui a créé la CADA et les directives sont extrêmement claires : tout citoyen à accès à ces documents, et en plus il peut les copier sur CD, sur clé USB, les photographier. Il peut même demander des photocopies qui seront facturées à raison de 0,18 € la page. La commune est donc tenue de faire ces photocopies. Des restrictions sont prévues pour les documents en cours d'études ou non définitifs ou pas signés Cette loi est d'une telle clarté que je ne comprends pas pourquoi nous rencontrons de telles difficultés pour obtenir la communication d'un dossier. »

M. SAULNIER : « Vous seriez venu me voir M. COEURDEUIL, car je rappelle que ma porte est toujours ouverte, vous auriez obtenu l'autorisation souhaitée. Nous avons des services qui, malheureusement, sont sur la défensive. J'avais demandé oralement à ce que les dossiers vous soient communiqués. Cela n'a pas été fait. Il suffisait que vous me le rappeliez. Je suis là pour essayer de temporiser. Je l'ai dit, dès l'instant où les documents sont officiels, ils doivent être communiqués. Je ne voudrais pas que pour autant les documents soient diffusés à l'extérieur auprès de personnes dont ce n'est pas le métier car ensuite on nous rapporte des choses qui n'ont rien à voir avec la réalité. Et je suis obligé de tout rattraper car tout est répété et déformé. Certes les Conseillers peuvent prendre connaissance de ces dossiers mais après il faut essayer de calmer le jeu. »

M. KINET : « Moi aussi, j'ai obtenu la même réponse du Responsable du service des Marchés Publics, alors que je suis le 3^{ème} « professionnel » à savoir lire ce type de documents. Il m'en a refusé l'accès. »

M. SAULNIER : « On vous en a refusé l'accès car les documents n'étaient pas encore officialisés. »

M. KINET : « Vous n'avez qu'à faire une liste des noms des personnes autorisées à aller consulter les dossiers et vous la remettez au Responsable de services. »

M. SAULNIER : « Je maintiens que tant que les dossiers ne sont pas officialisés, ils ne seront pas communiqués. Chaque Conseiller a un devoir de réserve et doit faire attention à ce qu'il dit à l'extérieur. »

NEANT

Informations générales

Mme INGRASSIA fait part à l'assemblée d'une mise au point sur l'avancée du dossier des travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié ». Elle confirme que le financement est maintenu tel que prévu mais insiste sur le fait que cette opération engage les budgets 2016 et 2017. Elle précise que les travaux démarreront en fin d'année 2016 pour un montant de 100.000 € et que le reste sera réalisé début d'année 2017. Le dossier est terminé et l'appel d'offres va être lancé sous peu. Elle souligne que le projet est de voir le site valorisé, à la fois la Chapelle mais aussi les abords, afin qu'on puisse l'inscrire dans l'aspect touristique du village.

Mme INGRASSIA informe le Conseil Municipal que la commission « Patrimoine » s'est réunie à deux reprises pour travailler sur la restauration de l'église avec, d'abord un état des lieux, puis une visite sur place pour rencontrer le Père Dieudonné et le Père Serge qui ont confirmé que la première urgence est la remise en état des vitraux ainsi que l'accessibilité de l'escalier qui mène jusqu'à l'orgue. Elle remercie les Services Techniques qui sont intervenus depuis pour sécuriser la montée d'escalier. Mme INGRASSIA indique que des devis ont été obtenus en collaboration avec M. Aymeric PAZ. Elle précise que la question était de savoir combien allait coûter la prestation supplémentaire concernant l'échafaudage à monter et qu'elle a mené avec Mme Pascale RIHAL un travail pour inclure les frais de l'échafaudage sans dépasser le budget de 25.000 €.

Mme INGRASSIA précise qu'en 2017 la restauration de l'église se portera sur l'éclairage.

M. KINET : « Le budget majoré par l'échafaudage a-t-il été remodifié ? »

Mme INGRASSIA : « Non parce qu'en fait les travaux et l'échafaudage ne dépassent pas le budget alloué en 2016 »

M. KINET : « Pourrons-nous espérer avoir une subvention ? »

Mme INGRASSIA : « Nous allons travailler sur ce point au moins pour les vitraux. »

M. KINET : « Il faudrait donc qu'on en délibère au prochain Conseil ? »

Mme INGRASSIA : « Il faut auparavant que la commission « Patrimoine » retravaille sur le dossier. »

M. LANGE informe le Conseil Municipal que le terrain communal au nord du cimetière devient une décharge publique. Il indique que dernièrement plus de 25 camions de 10 tonnes y ont déchargé de la terre de très mauvaise qualité. Il suppose qu'un élu a dû donner l'autorisation de le faire et ne le conçoit pas car, lors des travaux sur le chemin des Rébias, le terrain avait été dégagé, en grande partie, de la terre qui y était entreposée depuis longtemps. Il s'étonne qu'une autorisation ait été donnée pour déverser autant de terre de mauvaise qualité. Il souligne qu'il ne parle pas du dépôt de matériaux de l'entreprise travaillant sur la Place Gambetta, dépôt tout à fait normal en cours de chantier.

M. DEBAQUE répond d'une part qu'un dépôt sauvage a été constaté. La Police Municipale enquête pour en connaître l'auteur. D'autre part, l'autorisation a été donnée à une employée de la cantine municipale de déverser la terre enlevée pour sa construction. Toutefois, l'importance du volume n'avait pas été signalée. Cette employée a donné ordre à son entreprise de cesser le déversement et de retirer une partie de la terre. « L'entreprise qui intervient sur la Place Gambetta procèdera à l'enlèvement de ce qu'il restera. »

M. LANGE : « J'espère qu'il ne vont pas nous faire payer une plus-value pour cela. »

M. DEBAQUE : « Non aucune plus-value. »

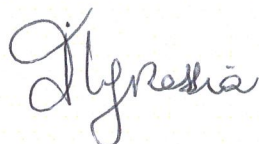
M. CULINATI informe qu'en Mai deux cérémonies supplémentaires sont programmées :

- le Colonel de la Protection Civile a demandé si une prise d'armes pouvait être organisée au VAL avec remise de drapeau au nouveau contingent et remise de décorations, Place Louis Fournier, le 27 mai 2016 à 10h00.
- le Préfet a envoyé un courrier aux Mairies pour organiser une cérémonie pour le Centenaire de la Bataille de Verdun, le 29 mai 2016.

LA SEANCE EST LEVEE A 21h45.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,
Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,
Bernard SAULNIER

